

9 DÉCEMBRE, JOURNÉE DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

La célébration par les associations sera-t-elle encore interdite par les pouvoirs publics ?

Le 9 décembre, la communauté internationale célébrera la Journée internationale contre la corruption dont ce sera la 9^e édition. Elle a été instaurée par les Nations unies en 2004 — une année après la signature par de nombreux pays de la Convention des Nations unies contre la corruption, dont l'Algérie. Lors des 7 premières éditions, le gouvernement algérien n'avait pas célébré cette journée, continuant de la boudier. En 2011, il osa, via le ministère de la Justice, marquer le coup en tenant une réunion «entre eux», faisant même croire que des représentants de la société civile étaient... présents dans la salle, ce qui n'était pas le cas.

Cette année encore, à l'instar des célébrations précédentes depuis 1994, seuls la société civile et quelques journaux essaieront d'évoquer cet événement, les pouvoirs publics, une fois n'est pas coutume, se distinguant par la non-autorisation des activités programmées par les associations. «Que pouvez-vous faire contre la corruption ? Votre "non" compte !» 10 exemples illustrent comment dire «non» à la corruption :

1- Ratifier et incorporer la Convention des Nations unies dans la législation natio-

nale, et surtout veiller à rendre effective l'application de cette législation de prévention et de lutte contre la corruption ;

2 - les pays qui s'attaquent avec succès à la corruption voient leur légitimité considérablement renforcée aux yeux de leur population, ce qui instaure stabilité et confiance ; savoir ce que la Convention exige de votre Etat et de ses fonctionnaires ;

3 - l'éradication de la corruption permet à un pays de se développer socialement et économiquement ; informer le public de

l'obligation qui incombe à l'Etat d'être exempt de corruption ;

4 - une justice égale et équitable pour tous est cruciale pour la stabilité et la croissance d'un pays. Elle contribue également à lutter efficacement contre la criminalité ;

5 - attirer l'attention du public, des médias et des pouvoirs publics sur le coût de la corruption pour les services essentiels, tels que la santé et l'éducation ;

6 - lorsque les services de base fonctionnent, toute la société y gagne ; apprendre aux jeunes de votre pays ce qu'est un comportement éthique, ce qu'est la corruption et comment la combattre, et les encourager à revendiquer le droit à l'éducation ;

Créer un environnement dans lequel prévaut l'Etat de droit

7 - Elever les futures générations de

citoyens dans l'idée que les pays doivent être exempts de corruption est un des moyens les plus efficaces de leur garantir un avenir meilleur ;

8 - signaler les cas de corruption ;

9 - il faut créer un environnement dans lequel prévaut l'Etat de droit ; refuser de participer à toute activité qui ne soit ni légale ni transparente ;

10 - accroître les investissements tant nationaux qu'étrangers. Tout le monde préfère investir dans un pays dont on voit que les fonds ne disparaissent pas dans les poches de fonctionnaires corrompus ; favoriser la stabilité économique en pratiquant la tolérance zéro vis-à-vis de la corruption. Un milieu d'affaires transparent et ouvert est la pierre angulaire d'une démocratie solide

Djilali Hadjadj

LANCEMENT MONDIAL DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION (IPC) LE MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2012 Quel sera le résultat de l'Algérie ?

Publié tous les ans depuis 1995 par l'ONG de lutte contre la corruption Transparency International (TI), l'Indice de perception de la corruption (IPC) exprime les perceptions des acteurs de la vie économique sur les niveaux de corruption affectant la vie publique dans plus de 180 pays. Sa publication constitue chaque année un événement mondial contribuant à sensibiliser les gouvernements et le grand public aux enjeux de la lutte contre la corruption. L'IPC pour

l'année 2012 sera rendu public le mercredi 5 décembre. Pour rappel, dans l'IPC 2011, qui avait été publié le 1^{er} décembre 2011, son indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2011, 183 pays y figuraient, contre 178 en 2010. L'Algérie avait obtenu la très mauvaise note de 2,9 sur 10, la même que celle de 2010, et la 112^e place, reculant de 7 places par rapport au classement de 2010 ! L'Algérie avait fait l'objet de 7 enquêtes et études d'organisations internationales

indépendantes, enquêtes qui convergeaient toutes vers les mêmes résultats. L'IPC note les pays de 0 (extrêmement corrompu) à 10 (extrêmement intègre) selon les niveaux de corruption perçus dans le secteur public. Il utilise les données de 17 enquêtes portant sur des facteurs tels que l'application des lois anti-corruption, l'accès à l'information et les conflits d'intérêts.

Ces derniers mois ont été marqués non seulement par une explosion des affaires de

grande corruption, mais aussi par une totale absence de volonté politique du pouvoir à lutter contre la corruption.

Le très net recul de 7 places en 2011 était révélateur de l'aggravation de la situation qui prévaut en Algérie en matière de gouvernance. Il faut préciser par ailleurs qu'une note inférieure à 3 sur 10 signifie l'existence d'un haut niveau de corruption au sein des institutions de l'Etat. Quel sera le résultat de l'Algérie pour 2012 ?

D. H.

BANQUE MONDIALE Publication de la bibliothèque des législations relatives aux déclarations de patrimoine des agents publics

En vue de supporter les différents pays dans leur lutte contre la corruption, la Banque mondiale vient de publier une bibliothèque des législations relatives aux déclarations de patrimoine des agents publics (Financial Disclosure Law Library). La bibliothèque rassemble plus de 1000 lois et règlements, provenant de 176 pays, relatives aux déclarations de patrimoine et aux restrictions appliquées aux activités des agents de la Fonction publique.

Pour plus d'informations sur l'activité de la Banque mondiale dans le domaine de la déclaration de patrimoine et de l'intégrité des marchés financiers, veuillez visiter le site internet suivant : www.worldbank.org/fpd/financial-disclosure/lawlibrary >

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme appelle à la lutte contre la corruption

«La commission remettra, prochainement, au président de la République son rapport annuel sur la situation des droits humains de certaines catégories de la société et les conditions socioéconomiques de certains secteurs», a annoncé le 25 novembre 2012 le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme. «La commission remettra, prochainement, au président de la République son rapport annuel sur la situation des droits humains de certaines catégories de la société et les conditions socioé-

conomiques de certains secteurs», a-t-il annoncé. Il plaide pour «accélérer la mise à la disposition de la Commission nationale de lutte contre la corruption, des moyens à même de lui permettre de mener à bien sa mission». S'exprimant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, M^e Farouk Ksentini a relevé, dans ce contexte, que cette commission qui n'a obtenu son siège que récemment, «n'est pas encore entrée en activité». Il a déploré l'ampleur que prend le phénomène de la corruption dans notre pays, a appelé à la lutte contre ce fléau, lequel

fléau entrave, selon lui, l'économie nationale. Aussi, et «pour mettre fin à cette situation», il a insisté sur l'impératif du contrôle quotidien et de la nécessité d'appliquer la loi. M^e Ksentini a mis en relief, dans ce cadre, le fait que l'Etat œuvre à lutter contre ce fléau, à travers l'installation de cette commission nationale de lutte contre la corruption.

«Le gouvernement est déterminé à combattre la corruption devenue un sport national à tous les niveaux de l'administration, entravant ainsi l'économie nationale», a-t-il affirmé.

Le Groupe d'action financière du Mena s'est réuni les 27 et 28 novembre à Marrakech

La 16^e réunion plénière du Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Gafimoan) s'est tenue les 27 et 28 novembre 2012 à Marrakech. La réunion s'inscrit dans le cadre des efforts de coordination et de coopération pour la mise en œuvre des recommandations du Gafi relatives à la lutte

contre le blanchiment de capitaux au niveau de la région Mena. Le Gafimoan a été créé en 2004 lors d'une réunion ministérielle à Manama (Bahreïn) et compte plusieurs pays arabes, dont l'Algérie.

Ce groupe régional comprend plusieurs observateurs, notamment le groupe d'action financière, le Fonds monétaire

international (FMI), la Banque mondiale (BM), l'organisation mondiale des douanes, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ainsi que plusieurs groupes de lutte contre le blanchiment d'argent dans le monde. Ce groupe régional comprend plusieurs observateurs, notamment le Groupe d'action financière ((Gafi), le

Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), l'Organisation mondiale des douanes, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ainsi que plusieurs groupes de lutte contre le blanchiment d'argent dans le monde.

La 15^e réunion plénière s'est tenue en avril 2012 à Djeddah (Arabie Saoudite).

Vers une convention internationale sur la lutte contre la manipulation des résultats sportifs

Le 13 novembre dernier, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la commission européenne à participer, au nom de l'Union européenne, aux négociations relatives à une convention internationale sur la lutte contre la manipulation des résultats sportifs. La future convention vise à instaurer un cadre juridique international pour prévenir et combattre la manipulation des résultats sportifs, et notamment le trucage de matches.

Elle devrait avoir pour finalité de renforcer la coopération internationale dans ce contexte et d'établir un mécanisme de contrôle permettant de garantir le suivi efficace de ses dispositions. L'Union européenne participera aux réunions afin de veiller à la cohérence de la convention proposée avec l'acquis européen, notamment en ce qui concerne les libertés liées au marché intérieur (liberté de prestation de services et liberté d'établissement) et la coopération judiciaire en matière pénale.

L'Union européenne prendra également part aux négociations afin de s'assurer que les dispositions de la future convention sont conformes à son action concernant le sport, les jeux d'argent et de hasard en ligne et la lutte contre la corruption.

LSC